

André BOREL Député de Vaucluse 1er Vice-Président du Conseil Général

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 16 MARS 1986

POUR UNE MAJORITÉ DE PROGRÈS AVEC LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Liste présentée par le Parti Socialiste



Jean GATEL Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre Chargé de l'Economie Sociale

L'enjeu du scrutin du 16 mars est simple :

Il faut assurer au Président de la République une majorité de progrès qui lui permette de poursuivre le travail accompli depuis 5 ans, pour l'extension des libertés, le redressement économique, la modernisation industrielle, la solidarité, la lutte pour l'emploi, l'indépendance nationale.

Face aux résultats positifs déjà enregistrés, aux acquis décisifs, l'opposition ne présente qu'un programme de conservatisme et de régression sociale. Son retour au pouvoir serait une réelle menace pour le fonctionnement de nos institutions et la cohésion de notre pays.

En Vaucluse, l'équipe conduite par André BOREL et Jean GATEL a tout mis en œuvre pour que s'ouvrent les voies de la réussite.

Tous deux doivent être élus députés.

Aux côtés du Président de la République, ils apporteront la majorité dont la Nation a besoin pour que les Français puissent récolter ce qu'ils ont semé.



Charles REBOUL, Député de Vaucluse, Maire de Robion - Jean-Louis JOSEPH, Maire de La Bastidonne - Gérard ZBIR, Conseiller Municipal d'Avignon - Jean GATEL, Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre Chargé de l'Economie Sociale - André BOREL, Député de Vaucluse, Premier Vice-Président du Conseil Général - Jean-Pierre LAMBERTIN, Député de Vaucluse, Maire de Lapalud.

UNE MAJORITÉ DE PROGRÈS POUR...

UNE FRANCE DE LIBERTÉS

NOUS AVONS DEJA FAIT:

- la décentralisation rendant les citoyens et leurs élus responsables de l'avenir de leur département et de leur région,
- plus de 1.000 radios locales autorisées.
- de nouvelles chaînes de télévision,
- la création de la Haute Autorité de l'audiovisuel,
- le doublement du budget de la culture.

UNE FRANCE SOLIDAIRE,

PLUS JUSTE ET PLUS FRATERNELLE

NOUS AVONS DEJA FAIT:

- 500.000 contribuables désormais exonérés d'impôts,
- 300.000 jeunes en formation, grâce aux TUC (Travaux d'Utilité Collective),
- progression de 80 % du minimum vieillesse,
- maîtrise de l'immigration sauvage pour une meilleure intégration,
- redressement des comptes de la Sécurité Sociale,
- création de l'impôt sur les grandes fortunes,
 augmentation de 100 % des allocations familiales (pour 2 enfants), allocation au jeune enfant, 30.000 places supplémentaires dans les crèches, congé parental,
- statuts des femmes d'agriculteurs et de commerçants,
- 14.000 places supplémentaires dans les C.A.T. (Centres d'Aide par le Travail), 8.000 dans les foyers pour handicapés.
- protection de l'épargne populaire.

UNE FRANCE EN LUTTE POUR L'EMPLOI

NOUS AVONS DEJA FAIT:

- l'amorce de la maîtrise du chômage,
- la retraite à 60 ans,
- de nouveaux droits pour les travailleurs (lois Auroux),
- la semaine de travail de 39 heures,
- la protection sociale améliorée,
 - la formation professionnelle développée : contrats emploi-formation et stages de reconversion.

UNE FRANCE PLUS SURE

NOUS AVONS DEJA FAIT:

- la modernisation de la police,
- le développement de la prévention,
- l'amélioration du fonctionnement de la justice,
- l'augmentation des moyens matériels de sécurité,
- l'aide immédiate aux victimes.

UNE FRANCE MODERNE

DANS LA COMPÉTITION INTERNATIONALE

NOUS AVONS DEJA FAIT:

- la maîtrise de l'inflation : 4,5 % en 1985, le meilleur taux depuis 12 ans,
- la modernisation de l'appareil industriel,
- la réforme des structures pour une politique agricole dynamique,
- la rénovation du système scolaire,
 - les nationalisations : des moyens pour une grande politique industrielle,
- l'ouverture sur les technologies nouvelles,
- la recherche de marchés extérieurs pour le Commerce et l'Industrie.

UNE FRANCE INDÉPENDANTE ET RESPECTÉE

NOUS AVONS DEJA FAIT:

- l'action en faveur des droits de l'homme dans le monde entier,
- l'intransigeance face aux deux blocs,
- des actions persévérantes en faveur de la détente,
- la modernisation de l'armée et la poursuite de l'effort de dissuation nucléaire,
- l'adhésion progressive et planifiée de l'Espagne et du Portugal dans une Europe
- le développement d'une Europe plus forte, avec le projet EUREKA.

... AVEC LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

André BOREL, Jean GATEL, Jean-Pierre LAMBERTIN, Jean-Louis JOSEPH, Gérard ZBIR, Charles REBOUL.